RDC : l'Université Évangélique en Afrique face à la crise, un appel urgent à la solidarité

La République Démocratique du Congo (RDC) est de plus en plus confrontée à une situation sécuritaire préoccupante, notamment dans l'est du pays. Les rebelles du M23, soutenus par le Rwanda, ont intensifié leurs attaques, menaçant des villes clés telles que Goma et Sake. Le Défap soutien plusieurs projets en RDC, il y est en relation l'Église du Christ au Congo et différentes universités. Le Professeur Benoît Amina Lwikitcha, doyen de la Faculté de Théologie protestante de l'Université Evangélique en Afrique, nous partage les inquiétudes des étudiants depuis l'aggravation des conflits et appelle à la solidarité internationale.



Vue d'une rue à Kinshasa © Défap

« L'Université Evangélique en Afrique (UEA), située à Bukavu, province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo, sous la direction de la Rectrice, Professeure **Ngongo Kilongo**

Fatuma, est aujourd'hui confrontée à une crise sans précédent, conséquence de la situation politique et sécuritaire dramatique qui secoue l'est du pays. La prise de la ville de **Goma** par les rebelles du **M23**, soutenus par le **Rwanda**, et leur avancée vers Bukavu ont plongé notre institution et nos étudiants dans une situation de détresse extrême.

Un impact désastreux sur les étudiants en théologie

Avant même le début de cette crise, les étudiants et étudiantes de la **Faculté de Théologie protestante** à Bukavu faisaient déjà face à des difficultés socio-économiques importantes. Aujourd'hui, la situation s'est aggravée de manière alarmante. Nombre d'entre eux ont laissé leurs **familles à Goma et dans d'autres villages** sous occupation rebelle. Leurs paroisses, leurs champs et leurs bétails, qui constituaient leur principale source de revenus pour financer leurs études, sont aujourd'hui inaccessibles. Non seulement ils se retrouvent dans l'impossibilité de poursuivre normalement leurs études, mais aussi dans l'angoisse permanente de ne plus revoir leurs proches et leurs communautés ecclésiales.

Un soutien local mais insuffisant

Face à cette urgence, les enseignants de la **Faculté de Théologie** de l'UEA, sous l'initiative de son Doyen, le **Révérend Professeur Benoît Amina Lwikitcha**, s'efforcent, avec leurs propres moyens, de venir en aide aux familles de ces étudiants. Ils consacrent une partie de leurs **salaires** à cette assistance. Par ailleurs, plusieurs **églises et paroisses protestantes locales à Bukavu** ont également manifesté leur solidarité. Cependant, cette aide demeure largement insuffisante face à l'ampleur des besoins.

Une faculté unique dans la sous-région

Il est important de rappeler que la **Faculté de Théologie**

protestante de l'UEA est la seule institution de formation théologique protestante dans la sous-région, accueillant des étudiants de **RDC, du Rwanda et du Burundi**. Elle forme des cadres ecclésiaux issus des Églises **protestantes, pentecôtistes, évangéliques et réformées**, qui jouent un rôle crucial dans la formation spirituelle et la stabilité communautaire dans ces pays. Aujourd'hui, avec la progression annoncée des rebelles du **M23** vers Bukavu, l'enseignement au sein de la faculté est gravement perturbé par une **psychose généralisée** parmi la population.

Appel à la solidarité internationale

Face à cette situation critique, nous lançons un appel pressant à la communauté protestante, évangélique et pentecôtiste, ainsi qu'aux partenaires internationaux engagés dans la formation théologique dans les pays du Sud. Nous sollicitons également les institutions théologiques sœurs à travers le monde pour qu'elles nous aident à soutenir ces pasteurs étudiants et leurs familles en cette période de guerre.

Voyage en France pour mobiliser du soutien

Dans le cadre de cette mobilisation, grâce à l'appui du **Défap** et de ses partenaires, le **Doyen de la Faculté de Théologie de l'UEA** effectuera un **voyage en France au mois de mars**. Ce voyage aura un double objectif :

1. **Sensibiliser et mobiliser** les **Églises, institutions théologiques, organisations protestantes** et autres partenaires pour soutenir notre Faculté et ses étudiants en détresse.
2. Poursuivre ses **recherches postdoctorales** au sein de l'**Institut Protestant de Paris**.

Nous encourageons toute institution ou individu souhaitant apporter un soutien à contacter la Fondation du Protestantisme qui a lancé un appel à don d'urgence pour cela.

La situation en RDC, et particulièrement dans l'est du pays, est critique. La guerre imposée par le **M23 et ses partenaires étrangers** a des conséquences dramatiques sur les populations civiles et sur les étudiants en théologie. Pourtant, la mission de formation de leaders ecclésiaux et communautaires ne peut pas s'arrêter. **Nous avons besoin de votre soutien pour continuer notre mission.** »

Le Défap en RDC

Le Défap entretient des relations avec plusieurs partenaires en République démocratique du Congo parmi lesquelles une Église soeur, plusieurs universités protestantes (*l'Université protestante au Congo à Kinshasa ; l'Université libre des Pays des grands lacs à Goma et à Bukavu ; l'Université évangélique en Afrique à Bukavu ; l'Université de l'Alliance chrétienne à Boma ; l'Université presbytérienne du Congo à Kananga).* Il y envoie des professeurs et accueille des chercheurs, finance des bourses pour des étudiantes dans le but d'aider à promouvoir la place de la femme, etc. Le Défap y soutient également différents projets tels que le projet de santé communautaire autour de la culture de plantes médicinales à Bukavu, des micro-crédits pour aider des femmes dans leurs petits commerces, l'électrification de bâtiments universitaires, etc. En 2023, pour venir en aide aux déplacés fuyant les violences des rebelles du M23, le Défap a pu apporter son soutien, avec Solidarité protestante, pour des distributions de vivres et de produits d'hygiène dans le camp de Kanyaruchinya.

Nous appelons à la prière et au soutien spirituel des Églises et institutions ecclésiales du Nord Kivu.

«PM» lance sa newsletter sur l’actualité de la missiologie

Perspectives Missionnaires, qui publie depuis 2022 les « Cahiers d’études missiologiques et interculturelles » de Foi & Vie, vise à diffuser quatre fois par an des nouvelles sur tout ce qui fait l’actualité de la missiologie : rencontres, colloques, cours, publications…



Il ne suffit pas de vouloir témoigner ; encore faut-il savoir à qui l'on s'adresse. Et comment entamer un dialogue. C'est l'un des grands défis de la mission aujourd'hui, dans un monde changeant, travaillé par une mondialisation qui érige souvent plus de murs qu'elle n'abat de frontières. Quels mots pour la mission au XXIème siècle ? Quelles relations entre mission, évangélisation, action sociale ? Comment tenir compte du contexte de chacun, de sa culture et de son histoire ? La mission est-elle la même au loin et au près ? Quel rôle pour les Églises et quelle place pour les organismes missionnaires ? Peut-on être en mission ensemble, ou les Églises sont-elles condamnées à la concurrence ? Comment intégrer des thématiques comme la sauvegarde de la création, la place des femmes, les discriminations, la parole des Églises dans l'espace public ?

La mission a besoin de lieux de débats et d'espaces de réflexion. C'est le rôle que joue depuis plus de quarante ans *Perspectives missionnaires*.

Retrouvez la première newsletter de PM

À l'origine, c'était une revue, née en 1981 dans la mouvance évangélique, à une époque de remise en question des modèles missionnaires. Elle s'est ensuite élargie aux différents acteurs francophones de la mission dans le monde protestant et avec une ouverture œcuménique. Longtemps, elle est restée la seule et unique revue de missiologie protestante dans l'espace francophone. Elle est gérée depuis des années par une association indépendante qui s'appuie sur plusieurs organismes de mission de Suisse et de France (DM-échange et mission, et le Défap, avec lesquels elle entretient des partenariats étroits), ainsi que, depuis fin 2017, la Cevaa. Son président, Jean-François Zorn, est un ancien du Défap ; Claire-Lise Lombard, qui en est vice-présidente, est responsable de la bibliothèque du Défap ; son trésorier, Étienne Roulet, est l'ancien président de DM, l'équivalent suisse du Défap pour la Suisse romande.

Avis aux chercheurs, spécialistes ou curieux

De 1981 à 2022, « PM » a publié de manière indépendante. Au bout d'une quarantaine d'années et après plus de quatre-vingt-deux numéros parus, elle a rejoint *Foi & Vie* dont elle publie désormais les « Cahiers d'études missiologiques et interculturelles ». Deux premiers cahiers sont disponibles sur le site de *Foi & Vie* :

- « Prosélytismes … au pluriel ! »
- « Chrétiens d'Orient : entre précarité et espérance »

Mais « PM » poursuit par ailleurs ses activités, comme en témoigne sa participation à un colloque qui aura lieu du 26 au 29 juin au Défap et à l'IPT (Institut protestant de théologie) sur le thème « Mission : le sens des mots », et réunit de nombreux partenaires dont l'AFOM (Association francophone œcuménique de missiologie), l'ICP (Institut catholique de Paris), *Foi & Vie*… Elle a également lancé une newsletter spécialisée sur la missiologie qui doit faire le point quatre

fois par an sur l'actualité des rencontres, colloques, cours ou publications dans ce domaine.

Vous pouvez **retrouver ici la première newsletter**. Au menu : colloque de l'IPT et du Défap, les prochaines rencontres de Pomeyrol et les Jeudis du Défap, l'Action Commune de la Cevaa et la prochaine session de formation à la théologie interculturelle qui se prépare à l'Institut de Bossey…

De l'Alsace à Tananarive, l'odyssée des jeunes de la paroisse de Goxwiller

Entre Goxwiller et les villages d'Andranovelona et d'Ilafy, il y a près de 8500 km de distance. Mais déjà une histoire commune, celle qui unit un groupe de jeunes d'une paroisse du Bas-Rhin, entre la plaine rhénane et les forêts vosgiennes, et des enfants de la grande banlieue de Tananarive, la capitale malgache. Ils ne se sont jamais rencontrés. Et pourtant, les jeunes de la paroisse UEPAL de Goxwiller ont récolté des fonds, monté des dossiers afin de trouver des soutiens institutionnels pour se rendre à Madagascar, et ils ont déjà aidé à créer sur place une cantine et à mettre en chantier un dispensaire. De leur côté, les habitants d'Andranovelona et d'Ilafy ont lancé eux-mêmes les travaux pour créer les fondations et les murs du bâtiment, se sont groupés pour porter le sable destiné au mortier depuis la rivière la plus proche :

c’est toute la population qui s’est mobilisée et qui se prépare à accueillir les jeunes Alsaciens. Le voyage aura lieu en juillet prochain, avec le soutien du Défap. Présentation par Lalie Robson-Randrianarisoa, pasteure de la paroisse de Goxwiller.



Les jeunes de la paroisse de Goxwiller lors d’une de leurs opérations destinées à financer leur projet © UEPAL, paroisse de Goxwiller

Comment est né ce projet ?

Lalie Robson-Randrianarisoa : À l’origine, on trouve une association créée dans la banlieue de Tananarive par des membres de la FJKM, l’Église réformée malgache : Akany Tia Zaza, « le foyer qui aime les enfants ». C’était en 2018 : la nouvelle équipe de moniteurs de l’école du dimanche de la paroisse d’Andranovelona-Ilafy constatait depuis quelque temps des absences inexpliquées parmi les enfants fréquentant l’école du dimanche. Leur groupe était passé de près de 300 à environ 200, ce qui était très inhabituel. Les moniteurs décidaient de lancer une enquête auprès de leurs familles. Et que leur disaient alors les parents ? « On ne peut plus vous envoyer nos enfants. Ils ont trop faim, ils n’ont pas

d’habits, ils sont malades ».

Très touchée par cette situation qu’elle découvrait, l’équipe des moniteurs de l’école du dimanche décidait de constituer une association pour aider ces familles. Avec une idée simple, qui est aussi d’origine biblique : pas la peine d’essayer d’inculquer quoi que ce soit aux enfants si on ne les nourrit pas ; la foi sans les œuvres, ça n’a pas de sens. Et sitôt l’association créée, ses membres ont commencé à chercher des soutiens à Madagascar, mais aussi auprès d’Églises sœurs à l’étranger, jusqu’en Europe.

Comment s’est fait le contact avec la paroisse de Goxwiller ?

Par l’intermédiaire d’une de mes connaissances, qui m’a contactée en 2018 : je viens moi-même de Madagascar, et je connais une ancienne professeure de français très engagée dans de nombreux projets humanitaires, qui s’est déjà investie auprès d’enfants dans le Sud de Madagascar, et qui habite dans ce village. Elle a fait partie de l’équipe des moniteurs de l’école du dimanche d’Andranovelona-Ilafy. Comme elle fait de fréquents voyages en France, elle a pu venir nous présenter l’action de l’association Akany Tia Zaza. Et les jeunes de la paroisse ont décidé de s’impliquer. Ils ont voulu s’appeler « Les Baobabs » *(1)*, avec l’idée d’aider, mais aussi d’aller sur place pour se rendre compte par eux-mêmes.

Le premier but d’Akany Tia Zaza était de fournir une meilleure alimentation aux enfants. Puis, l’association s’est mise à faire du soutien scolaire, a mis en place une mutuelle pour les familles : car dans les hôpitaux malgaches, les patients doivent tout payer de leur poche, depuis les analyses jusqu’aux médicaments. Mais bientôt, il y a eu un drame : une mort dans le village, par manque d’infrastructures de santé. Quand il y a besoin de soins, il faut se rendre à Tananarive même. Le village n’est qu’à 18 km de la capitale, mais l’état des routes est tel, et les embouteillages si importants, qu’il faut parfois plus de 3 heures pour rejoindre l’hôpital le plus

proche. C’est ainsi qu’est née l’idée de construire un dispensaire. Pendant que, parallèlement, le besoin de s’organiser pour nourrir les enfants débouchait sur l’idée d’une véritable cantine scolaire.

Où en est le projet des « Baobabs » ?

Les jeunes de Goxwiller se sont très tôt impliqués pour chercher des subventions, organiser leur voyage : ils avaient prévu de récolter des fonds pour pouvoir se rendre à Madagascar à l’été 2021. Entretemps, il y a eu la pandémie de Covid-19 qui a tout retardé. Mais ils sont très motivés et ne se sont pas découragés. Ils ont multiplié les opérations : organisation de repas, ventes sur les marchés de Noël… Par leurs propres initiatives, ils ont récolté 14.000 euros pour leur voyage. Ils ont trouvé des soutiens. Dont celui du Défap, que je tiens à remercier pour sa confiance. Entretemps, ils ont continué à soutenir Akany Tia Zaza, qui a aujourd’hui l’appui de trois associations en Europe. Et le travail sur place commence à porter ses fruits : il y a désormais une cantine scolaire provisoire qui nourrit 360 enfants à raison de trois jours par semaine. Pour la plupart des enfants qui la fréquentent, c’est leur seul repas de la journée. Il y a aussi un soutien scolaire le samedi pour les enfants qui ont des examens. Mieux pris en charge et mieux nourris, les enfants sont plus concentrés en classe et apprennent mieux.

De leur côté, les habitants des villages ont été très touchés de cet intérêt que leur portaient des jeunes Européens, si loin de leur propre pays. Ils se sont impliqués collectivement pour aider à concrétiser le projet de dispensaire, qui sera la seule structure de santé pour tous les villages environnants. Ils ont uni leurs efforts pour couler les fondations, construire les murs… Grâce aux dons qui leur sont envoyés, ils ont pu commencer à s’équiper en matériel.



Le chantier du dispensaire © UEPAL, paroisse de Goxwiller

Quand est prévu le voyage ?

Du 7 au 22 juillet. Le principal objectif sera d'achever la création du dispensaire. Il s'agira aussi d'améliorer la cantine, qui est encore provisoire et qui a besoin de meubles. Mais au-delà, les jeunes de Goxwiller espèrent beaucoup apprendre de ce voyage. Échanger avec les Malgaches. Vivre avec eux. Ils comptent par exemple animer sur place un centre aéré éphémère, qui servira pour des moments ludiques mais aussi pour des formations, et dont le but sera surtout de créer du lien. Je les accompagnerai sur place et je ne leur ai rien caché de l'inconfort d'un tel séjour, mais ça ne les effraie pas : ils sont passés par l'étape du scoutisme et ils savent se débrouiller ! Ils ont déjà prévu de se partager en équipes entre le dispensaire, la cantine, le centre aéré…

Quand ils se sont lancés dans ce projet en créant « Les Baobabs », ces jeunes avaient pour la plupart autour de 14-15 ans. Aujourd'hui, ils sont adultes, ils ont pris des chemins différents : certains sont en fac ou dans une grande école, d'autres sont en apprentissage… Ils se préparent à devenir ingénieur, préparatrice en pharmacie, assistante sociale… Et pourtant, ce projet les unit toujours. Chacun s'y implique avec ses propres compétences. C'est un engagement fort pour eux tous qui va se concrétiser cet été. Ils espèrent, et j'espère avec eux, que ce projet ne s'arrêtera pas là, qu'il en sortira quelque chose de pérenne.

Quelles pourraient être les suites ?

Continuer à financer le projet, et revenir, peut-être d'ici deux ans, pour voir les résultats. Et au-delà de l'école, aider aussi à former les jeunes adultes. Akany Tia Zaza a déjà financé les études d'une jeune Malgache qui se destine à devenir sage-femme/infirmière. Elle achève sa formation l'année prochaine et a signé un contrat de 5 ans avec l'association pour travailler dans le dispensaire. Il y a aussi d'autres besoins sur lesquels nous voudrions intervenir. Par exemple, il y a des enfants du village qui sont obligés de travailler dans des carrières de pierres. Et leurs familles

aussi… C’est un travail pénible et ces familles manquent de tout, de matériel, de vêtements, elles grelottent l’hiver… On ne peut pas forcément mettre fin à toutes les misères, mais on voudrait alléger leur fardeau : on a déjà prévu de leur apporter des vêtements lors de notre voyage de juillet.

Mais l’idée centrale, c’est vraiment de créer du lien, et notamment autour de ce qui nous rapproche le plus : l’évangile. Grâce au lien qui nous unit en Christ, la distance physique qui nous sépare est considérablement réduite. Il ne s’agit pas simplement d’aller faire de l’humanitaire, mais de vivre quelque chose ensemble. Comme il est dit dans Matthieu 25 : « toutes les fois que vous avez fait ces choses à l’un de ces plus petits de mes frères, c’est à moi que vous les avez faites ». Nous voulons, à notre échelle, être des témoins de l’Église universelle. Je me souviens encore, en tant que pasteure, de ce qui m’a été dit le jour de mon ordination : « Vous aurez la tête dans le ciel, mais les pieds dans la boue ». Il y a une connexion directe entre le ciel et la terre. On ne peut pas se cantonner à la théologie en négligeant l’action ; et l’action sans la foi n’a plus de fondement.



Les habitants d’Andranovelona allant chercher du sable à la rivière pour le mortier destiné aux fondations du dispensaire

© UEPAL, paroisse de Goxwiller

(1) Pourquoi ce nom ? « C'est parce que nous souhaitons nous rendre utiles à autrui que nous avons choisi de nous appeler les Baobabs », expliquent les jeunes de Goxwiller : « cet arbre à la silhouette très reconnaissable est aussi appelé « arbre de vie », car ses fruits comme ses feuilles sont comestibles et connus pour leurs propriétés médicinales, et son tronc absorbe l'eau et lui sert de réservoir ; un symbole de durabilité pour les humains et la biodiversité qui nous plaisait particulièrement ! »

---

26 juin : une nuit de prière pour les victimes de la torture

Chaque année, l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT) propose aux chrétiens de toutes confessions de devenir veilleurs, au cours d'une nuit de prières à l'intention de ceux qui, partout dans le monde, sont torturés. Cette chaîne de prière mondiale est un événement œcuménique unique, une action tout à la fois individuelle et collective. Depuis 2006, plus de 180 victimes ont été soutenues au cours de cet événement.



Illustration pour la nuit des veilleurs 2024

L'Assemblée générale des Nations unies a proclamé la date du 26 juin Journée internationale de soutien aux victimes de la torture, afin d'assurer l'application de la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il s'agit donc d'une date clé pour le mouvement international de l'ACAT (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture). L'idée de la Nuit des Veilleurs, lancée en 2006, est de créer une chaîne internationale de personnes se recueillant pour les victimes. Lors d'événements organisés près de chez eux, ou seuls en tout autre lieu, ils accompagnent les actions de plaidoyer et les relaient jusqu'au cœur de Dieu, dans une nuit où la prière se fait cri. Un cri mobilisateur.

Cette 19ème édition, qui marque également l'anniversaire des 50 ans de l'ACAT, rassemble chrétiens du monde entier et sympathisants de toutes générations, engagés dans la défense des droits humains. Pour cette nouvelle Nuit des Veilleurs,

l’ACAT propose le thème suivant : « Graĉe au Christ, la vie a vaincu la mort » en s’appuyant sur le message de l’apoȋtre Paul « oˆmort, ou`est ta victoire ? » (I Corinthiens 15. 55)

Depuis 2006, ce sont plus de 180 défenseurs et défenseures des droits qui ont été mis en valeur et soutenus par les membres ou des sympathisants de l’ACAT-France. Plusieurs types d’actions sont possibles, mais les plus fréquentes consistent à organiser ou participer à des veillées le 26 juin dans des lieux de cultes, ou en plein air, à toute heure de la journée, à le faire savoir en inscrivant cette action dans un formulaire disponible sur le site www.nuitdesveilleurs.fr ; à allumer une bougie virtuelle avec votre prénom et la ville où vous habitez ; à écrire un message de soutien sur carte postale qui parviendra aux défenseurs et défenseures des droits soutenus.

La torture fait partie des pires manifestations du mal

Celui qui est engagé dans le combat contre la pratique de la torture se sent parfois dans le doute et déboussolé. Une force en lui le pousse cependant à persévérer : il sait que Dieu sera avec lui dans le combat difficile qu’il doit mener contre les puissants, afin d’arracher la victime injustement condamnée à ses bourreaux et lui rendre le plein respect de sa dignité.



Quelques-unes des victimes de torture soutenues par l’ACAT

Pour cette année, les victimes d’injustices et de tortures que

l’ACAT-France soutient sont Floriane Irangabiye, Jean-Rémy Yama, Kenia Hernandez, Yonny Ronay, Prageeth Eknaligoda, Nguy Thi Khanh, Jalal,Abdullah, Yousef, Hassan, Ali Jaffar,Jawad, Ali Hassan, Mahdi, Mohamed Ramadan et Hussein Ali Moosa.

Elles sont menacées, battues, emprisonnées, mises au secret, pour leurs engagements politiques, leurs convictions, leur volonté de défendre les plus démunis, au péril de leur vie.

Le 26 juin, soutenez les, dites-leur qu’on ne les oublie pas, priez pour elles et pour eux, et écrivez-leur.

Nord Kivu : l’école reste un droit, malgré les combats

Alors que les combats en République démocratique du Congo ont forcé des millions de personnes à fuir, notamment dans l’Est du pays, l’ampleur de la crise humanitaire reste méconnue, et les moyens insuffisants devant la multiplicité des besoins. Au-delà du manque de vivres, l’un des domaines où les manques sont les plus criants, c’est celui de l’éducation. Or les enfants déplacés et déscolarisés courent le risque d’être recrutés par des groupes armés pour devenir des enfants soldats. Dans la banlieue de Goma, l’ECC Nord-Kivu, branche locale de l’Église du Christ au Congo, s’efforce d’organiser des sessions de rattrapage pour des élèves du principal camp de déplacés, celui de Kanyaruchinya. Ce projet a obtenu un soutien financier via le Défap et Solidarité protestante.



Des tentes de déplacés ayant fui les combats, dans la banlieue de Goma © Défap

Près de 7 millions de déplacés à l'intérieur du même pays. C'est le bilan, terrible, établi en octobre 2023 par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui tentait alors d'évaluer l'impact sur la population civile des conflits en République démocratique du Congo (RDC). C'est aussi la dernière évaluation chiffrée dont on dispose à ce jour, mais elle est certainement déjà dépassée par la poursuite des violences dans l'Est du pays. Ce bilan est à mettre en rapport avec les dimensions de l'État : plus grand pays d'Afrique francophone, la RDC a une superficie comparable à celle de l'Europe occidentale. C'est aussi un pays richement doté en ressources naturelles exceptionnelles : cobalt, cuivre, diamants et « terres rares » comme le coltan, crucial pour produire des smartphones ; sans compter une faune et une flore exceptionnelles, la RDC comptant sur son sol la deuxième plus grande forêt tropicale du monde. Mais toutes ces

ressources profitent peu à la population, et elles sont même une malédiction : elles sont les enjeux de tous les conflits. En dépit – ou à cause – de toutes ces richesses, la RDC figure parmi les cinq nations les plus pauvres du monde. En 2023, environ 74,6% des Congolais vivaient avec moins de 2,15 dollars par jour. Environ une personne sur six vivant dans une extrême pauvreté en Afrique subsaharienne habite en RDC.

L'Est du pays fait partie des régions les plus instables. Depuis fin 2021, la situation sécuritaire s'est gravement détériorée dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, où des milliers de personnes ont dû fuir les affrontements entre l'armée congolaise et des groupes armés. Régulièrement, les combats entre les rebelles du M23 et des groupes armés pro-gouvernementaux se rapprochent de Goma, ville de plus d'un million d'habitants située tout près de la frontière rwandaise. C'est là que se trouvent rassemblés une grande partie des déplacés fuyant les violences, dans des camps dont les plus anciens sont devenus de vraies villes de tentes, comme celui de Kanyaruchinya.

L'éducation, grande oubliée de la crise humanitaire

Les besoins y sont immenses, et les ressources apportées par les institutions internationales insuffisantes : la crise humanitaire de RDC est largement ignorée sur la scène internationale. Les Églises sur place tentent de pallier le manque de moyens. C'est le cas de l'ECC (Église du Christ au Congo), principale dénomination protestante du pays, très présente sur l'ensemble du territoire de RDC et très structurée. Au cours de l'été 2023, le Défap, avec la plateforme Solidarité protestante, avait déjà apporté son soutien à l'ECC pour des distributions de vivres et de produits d'hygiène dans le camp de Kanyaruchinya. À présent, l'ECC s'efforce de répondre à d'autres besoins : ceux des élèves déscolarisés.

Car même quand l'aide internationale arrive, même quand des distributions alimentaires peuvent être organisées, ce soutien va difficilement au-delà. Dans les camps autour de Goma, les enfants se retrouvent sans prise en charge éducative. Les écoles manquent (beaucoup sont occupées par des rebelles) et les parents, qui ont tout perdu, n'ont plus de quoi payer les frais de scolarité. Or l'éducation est un droit, comme le rappelle l'Unicef : elle figure à l'article 28 de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant. Et en RDC, l'absence de prise en charge scolaire des enfants déplacés de guerre les expose au risque d'être recrutés par l'un ou l'autre groupe armé et de devenir des enfants soldats.

Voilà pourquoi la branche locale de l'Église du Christ au Congo, l'ECC Nord-Kivu, a décidé d'organiser des sessions de rattrapage. Elle a choisi de se concentrer sur des groupes de lycéens de Terminale, pour leur permettre d'aller jusqu'au bout de leur scolarité et de se présenter aux épreuves du Baccalauréat. Un projet qui a obtenu un soutien financier via le Défap et Solidarité protestante. Pour le mener à bien, il s'agit tout d'abord d'apporter une aide alimentaire aux élèves ; ensuite, d'assurer une session de rattrapage scolaire de qualité. Les jeunes participants de ce programme d'aide seront ainsi rassemblés quotidiennement en trois groupes, en fonction des trois filières les plus suivies : « Pédagogie générale », « Techniques sociales » et
« Agronomie / Biochimie ». Et ils pourront étudier, sous la responsabilité d'une équipe de neuf enseignants constituée pour l'occasion, soit dans une chapelle, soit dans des salles de classe d'écoles proches du camp de Kanyaruchinya.



Des élèves en RDC © Défap

Solidarité Protestante : être solidaire dans les situations d'urgence

Solidarité Protestante est une plateforme au sein de la Fondation du Protestantisme sollicitée pour mobiliser, sensibiliser et récolter des fonds afin de manifester l'action solidaire du monde protestant dans des situations d'urgence ou de crises internationales. Le comité de cette plateforme est piloté par la Fondation du Protestantisme et la Fédération protestante de France qui s'entourent d'ONG et d'institutions chrétiennes expertes dans l'aide humanitaire d'urgence et de crise. Le Défap fait partie de ces institutions. Pour chaque situation, les opérateurs sont choisis par l'ensemble du comité en fonction de l'analyse faite et des demandes parvenues au comité.

Retour en RDC

Basile Zouma, Secrétaire général du Défap et Jean-Pierre Anzala, Responsable de l'Échange théologique, se sont rendus au cours du mois de février 2024 en République Démocratique du Congo, pour rencontrer les partenaires sur place, après trois ans sans visite du Défap. Des partenaires nombreux (pas moins de six universités protestantes) et une Église qui est un poids lourd du protestantisme francophone : l'Église du Christ au Congo (ECC). Ils racontent.



Olivier Abel, professeur de théologie, lors d'un séjour en RDC avec le Défap, visitant à Bukavu l'un des projets soutenus par le Service protestant de mission : des cultures de plantes médicinales © Défap

Nous sommes arrivés en République démocratique du Congo le 7 février 2024, exactement à la date où les médias annonçaient

l’offensive du M23 vers Goma. Même si l’armée congolaise et ses alliés tentaient de contenir cette avancée sur la capitale provinciale, les nouvelles étaient alarmantes. Nos collègues, parents et amis nous envoyaient des messages préoccupés et affolés concernant notre déplacement en RDC.

À notre arrivée, force était de constater que la capitale était calme et que la vie quotidienne poursuivait son cours avec les embouteillages habituels et réputés de Kinshasa. Il nous a semblé qu’au lendemain des élections, la population s’intéressait davantage aux futures nominations provinciales et nationales qu’elle ne vivait dans la crainte d’une invasion militaire.



Vue d’une rue à Kinshasa © Défap

Ces rencontres nous ont permis de nous rendre compte de réalités concrètes sans l’interférence médiatique.

Les facultés de théologie font face à de réelles difficultés. Le matériel et l’immobilier se dégradent, parfois le nombre d’inscrits diminue. La réalité économique et sociale du pays dans son ensemble est difficile mais il y a un véritable dynamisme de la population pour l’initiative économique, les initiatives sociales et pour la formation sous toutes ses formes.

Un avenir en commun



La RDC, un géant du christianisme francophone : vue d'un culte dans une Église de l'ECC © ECC

Pour ce dernier point, le Défap se révèle être un partenaire ancien, reconnu et recherché pour ses expertises par les partenaires que nous avons visités.

Ces expertises identifiées permettent d'orienter les relations de l'économique et du financier vers une vraie réciprocité dans la formation théologique, vers une réciprocité en matière de recherche et de partage des connaissances et des mobilités. Il s'agit maintenant davantage de s'enrichir mutuellement des approches contextuelles des Écritures.

Il s'agit surtout de mettre ensemble les richesses de la recherche théologique du Sud et du Nord pour produire plus de richesse et une richesse commune.

Le Défap ne peut qu'encourager le dynamisme que nous avons constaté pour une formation de qualité, pour un renouvellement

du corps professoral hautement formé. La formation théologique des femmes est particulièrement mise en avant par le Défap. Elle est vectrice de transformation ecclésiale, sociale et personnelle.

Nos déplacements et rencontres nous servent à inventer ensemble un avenir commun.

Basile Zouma, Secrétaire général du Défap
et Jean-Pierre Anzala, Responsable de l'Échange théologique



Vue du campus de l'UPC © Défap

Le Défap en RDC

Le Défap travaille en lien avec ces universités protestantes, qui toutes comportent une faculté de théologie :

- *L'Université protestante au Congo (UPC) à Kinshasa ;*
- *L'Université libre des Pays des grands lacs (ULPGL) à Goma et à Bukavu ;*

- *L'Université évangélique en Afrique (UEA) à Bukavu;*
- *L'Université de l'Alliance chrétienne (UAC) à Boma ;*
- *L'Université presbytérienne du Congo (UPRECO) à Kananga.*

Le Défap échange avec les facultés de théologie partenaires en République démocratique du Congo notamment par l'envoi de professeurs et l'accueil de chercheurs en congé-recherche. Il finance par ailleurs des bourses pour des étudiantes dans plusieurs universités, pour aider à promouvoir la place de la femme.

À Bukavu, il soutient un projet de santé communautaire autour de la culture de plantes médicinales (photo d'ouverture)– des plantes aux vertus traditionnellement reconnues, oubliées ces dernières années, mais que ce projet contribue à réhabiliter.

À Bukavu et à Goma



Remise des diplômes en décembre 2021 aux participants à la formation continue sur « Église et leadership » à l'ULPGL © ULPGL

Le Défap propose des bourses pour permettre à des jeunes femmes de poursuivre des études supérieures en théologie à

l'Université libre du Pays des grands lacs, de manière à former de futures cadres de l'Église du Christ au Congo (ECC), principale dénomination protestante en RDC. Il soutient aussi un projet de l'ULPGL visant à promouvoir l'usage des plantes, à la fois pour l'alimentation et pour leurs vertus médicinales. Le Défap a également soutenu ces dernières années un projet de l'Église 5e CELPA UZIMA : des micro-crédits pour aider des femmes dans leurs petits commerces, nécessaires à la survie de leur famille.

À Kananga



Un des bâtiments de l'UPRECO équipé de panneaux photovoltaïque – projet soutenu par le Défap © Défap

Le Défap s'efforce d'améliorer les conditions de travail des étudiants de l'UPRECO. Il a aidé à financer l'électrification de bâtiments universitaires, notamment d'un amphithéâtre ; et sa bibliothèque a reçu un soutien via la Centrale de

littérature chrétienne francophone.

Parallèlement, le Défap est engagé de longue date dans un programme de bourses pour des étudiantes : car dans cette province défavorisée du Kasaï-Occidental, lorsque les ressources manquent dans une famille pour permettre aux enfants de poursuivre des études, ce sont le plus souvent les garçons qui sont choisis, au détriment des filles.

Dans le territoire de Nyiragongo (nord de Goma)

Au cours de l'été 2023, la branche locale de l'ECC Nord-Kivu a dû venir en aide aux déplacés fuyant les violences des rebelles du M23. Le Défap a pu apporter son soutien, avec Solidarité protestante, pour des distributions de vivres et de produits d'hygiène dans le camp de Kanyaruchinya.

Prier avec les Églises en Israël – Palestine

En cette veille de Pâques, l'Église protestante unie de France prie avec les Églises chrétiennes en Israël et Palestine.



Elle entend et relaie leurs cris de désespoir, leur dénonciation des massacres commis. Elle porte leurs appels à l'arrêt des combats, à l'envoi d'aide humanitaire immédiate dans la bande de Gaza, à la libération des otages, à l'accès au soin des personnes blessées et à la protection des populations civiles.

L'Église protestante unie de France prie pour les Églises en Israël et Palestine. Elles sont ouvrières de paix, voix inlassables de protestation pour la justice et la reconnaissance de la dignité de toutes les personnes qui vivent dans cette région du monde.

Qu'elles soient toujours ferments de fraternité, de pardon et de réconciliation. Qu'à la suite du Christ la force de leur engagement soit dans l'action non-violente.

Leur foi témoigne de la présence de Dieu au cœur des épreuves les plus dures.

En cette veille de Pâques, avec ces Églises, l'Église protestante unie de France croit que dans le désastre, la vie

peut naître à nouveau.

Elle croit que la paix s’établira sur la justice, la reconnaissance mutuelle, et qu’un avenir sûr naîtra et stoppera la spirale infernale de la violence et de la destruction. Cette promesse de vie est le message du Christ, mort et ressuscité pour l’humanité et le monde.

Que Dieu éclaire les dirigeants des peuples afin que leur seule motivation soit la paix et la protection de toutes les personnes… pour la vie.

Les responsables religieux chrétiens de France appellent au cessez-le-feu

Le Défap offre trois bourses pour suivre une formation de cinq mois au Maroc, à Rabat, dans le cadre du certificat Al Mowafaqa. Peuvent être concernés aussi bien des pasteurs ou des étudiants que toute personne intéressée par le dialogue interreligieux.

Maroc : revivre après le séisme

Le Défap offre trois bourses pour suivre une formation de cinq mois au Maroc, à Rabat, dans le cadre du certificat Al

Mowafaqa. Peuvent être concernés aussi bien des pasteurs ou des étudiants que toute personne intéressée par le dialogue interreligieux.

L’Église luthérienne de Centrafrique : 100 ans, et un rôle social toujours essentiel

L’Église évangélique luthérienne de République centrafricaine a célébré en novembre 2023 les 100 ans de l’arrivée des premiers missionnaires de la Sudan Mission. Cette Église, premier partenaire du Défap dans ce pays, regroupe aujourd’hui 125.000 membres répartis dans sept régions. Surtout, elle a un rôle essentiel dans un pays qui peine à se relever de décennies de conflits, où l’insécurité reste persistante, et où les services de base sont quasi-inexistants en-dehors de Bangui.



Photo prise lors des célébrations du centenaire de l'EELRCA © DR

Si des évêques de l'Église luthérienne du Cameroun figurent sur cette photo de famille, ce n'est pas un hasard : longtemps, l'Église luthérienne de Centrafrique et celle du Cameroun ont été une seule et même Église. Une histoire commune qui remonte à l'arrivée des premiers missionnaires américains de la Sudan Mission (aujourd'hui ELCA) en 1923 à Ngaoundéré. Et c'est encore à Ngaoundéré qu'est née officiellement, le 20 décembre 1960, l'Église évangélique luthérienne du Cameroun et de la République centrafricaine (EELCRCA). Ce n'est qu'au cours de l'année 1973 que la partie centrafricaine de l'EELCRCA est devenue une Église nationale, la partie camerounaise conservant le nom d'Église évangélique luthérienne du Cameroun (EELC).

Ce cliché a été pris au mois de novembre 2023, en pleine célébration du centenaire de l'EEL-RCA ; au premier plan, portant des lunettes de soleil, on peut reconnaître Annelise Deiss, qui représentait le Défap. L'Église évangélique luthérienne de République centrafricaine est en effet le premier partenaire du Défap dans ce pays, où se trouve aussi une Église membre de la Cevaa, l'Église protestante Christ-Roi de Centrafrique, qui a bénéficié plusieurs années d'un

accompagnement pastoral. Le thème des célébrations de ce centenaire, qui se sont tenues du 6 au 12 novembre, était : « 100 ans d'évangélisation en paroles et en actes », tiré de Matthieu 28 : 19-20. Les festivités ont été marquées par une conférence sur l'histoire de l'Église, par des visites de sites, des cultes à Bouar, Abba et Baboua ; ainsi que par une exposition et une caravane organisées dans la ville de Bouar… Mais le fait le plus significatif est peut-être, en prélude à l'arrivée de la délégation camerounaise, la mise à la disposition de la population présente à Gallo et Bohong d'une équipe médicale venue du Cameroun. Les besoins sont en effet criants, et l'EEL-RCA y consacre une grande partie de ses activités. Quand on interroge le Révérend Joseph Ngoé, président de l'Église, sur ses priorités, il évoque « la réconciliation, la fourniture de soins de santé et d'éducation à la population, et le soutien particulier à ceux qui vivent dans les zones rurales pour faire face à la pauvreté ».

Écoles, centres de santé, projets générateurs de revenus…



Photo prise lors des célébrations du centenaire de l'EELRCA © DR

La République centrafricaine fait partie des pays les plus pauvres du monde. Elle se classe tout en bas des indices

mondiaux du capital humain et de développement humain, à la 188ème place sur 191. Environ 71% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté international (c'est-à-dire avec moins de 1,90 dollar par jour). Le sous-sol est riche en ressources naturelles, mais ce qui pourrait être une opportunité est plutôt devenu une malédiction pour ce pays. La RCA a connu dernièrement plus de deux décennies de crises, les oppositions politiques ayant des répercussions sur les relations entre communautés et entre religions, au point que la prise de pouvoir par la Séléka en 2013 a laissé craindre un affrontement généralisé entre chrétiens (largement majoritaires dans le pays) et musulmans, plutôt présents dans le Nord-Est, près de la frontière avec le Tchad et le Soudan voisins. Des responsables religieux ont dû longtemps œuvrer à l'apaisement, à l'instar des trois « saints de Bangui » : le révérend Nicolas Guerekoyame-Gbangou, pasteur de l'Église évangélique Elim Bangui-M'Poko et représentant du protestantisme, Mgr Dieudonné Nzapalainga, archevêque de Bangui et représentant du catholicisme, et l'imam Omar Kobine Layama, président de la conférence islamique. Mais la paix est loin d'être revenue et la dernière crise a été déclenchée par une coalition de rebelles en décembre 2020. Longtemps, le gouvernement de Bangui n'a contrôlé de fait qu'une infime partie du pays, le reste étant mis en coupe réglée par des groupes insurgés. Aujourd'hui, il est largement dépendant pour assurer la sécurité de soutiens militaires étrangers, venus de la Russie (le groupe Wagner) et du Rwanda ; les forces françaises se sont retirées depuis 2016. Le pays compte aussi sur son sol une Force de maintien de la paix de l'Onu, la MINUSCA, présente depuis avril 2014 et qui mobilise plus de 17.000 personnes.



Photo prise lors des célébrations du centenaire de l'EELRCA © DR

Après des décennies de guerres et de crises, l'insécurité reste le premier problème de la population, et il n'est pas rare que des attaques de groupes rebelles entraînent de nouveau des exodes d'habitants fuyant les violences en abandonnant leurs habitations et leurs champs. Les infrastructures sont détruites, les services de base à peu près inexistants en-dehors de la capitale, et les Églises font partie des rares institutions à rester debout et à faire fonctionner des écoles, des dispensaires, ou à venir en aide aux plus démunis. C'est le cas de l'EELRCA, présente surtout dans la partie Ouest du pays, où elle regroupe 125.000 membres répartis dans sept régions, à travers 544 « congrégations » (paroisses) ; elle compte 74 pasteurs et 540 « catéchistes diplômés ». Elle est en lien plutôt avec des partenaires américains (ELCA) mais a entretenu aussi pendant de longues années des relations avec les protestants de France via la Colureum (Commission luthérienne des relations avec les Églises d'outre-mer), aujourd'hui intégrée au Défap.

Ce rôle social essentiel, le Révérend Joseph Ngoé a tenu à le rappeler dans un entretien publié par la Fédération luthérienne mondiale à l'occasion du centenaire de l'EEL-RCA.

L’Église luthérienne de Centrafrique, a-t-il souligné, « contribue énormément au développement du pays dans les domaines de l’éducation, de la santé, des infrastructures pour l’approvisionnement en eau, des projets générateurs de revenus et dans le domaine agricole. Par exemple, nous avons mis 30 écoles primaires à la disposition des populations de certains villages des sous-préfectures d’Abba, Baboua, Bouar et Bocaranga, dans des zones où le gouvernement n’est pas en mesure d’intervenir. Nous comptons au total près de 5700 élèves pour l’année scolaire 2022-2023 (…) Dans le domaine de la santé, il existe deux centres de santé : à Bohong (à 70 km de Bouar sur la route de Bocaranga) et au Centre de Santé Emmanuel (à 60 km de Bouar sur la route de Baboua). »

Retrouvez ci-dessous une présentation en vidéo de l’EEL-RCA :

Appel à la générosité en

faveur de toutes les victimes de la guerre au Proche-Orient

Le Défap offre trois bourses pour suivre une formation de cinq mois au Maroc, à Rabat, dans le cadre du certificat Al Mowafaqa. Peuvent être concernés aussi bien des pasteurs ou des étudiants que toute personne intéressée par le dialogue interreligieux.

Israël – Palestine, la parole des Églises

L'Action Chrétienne en Orient (ACO) fait partie des organismes œuvrant dans le milieu des Églises avec lesquels le Défap entretient des liens étroits. Certains des volontaires du Défap, en Égypte par exemple, sont co-envoyés avec l'ACO. Un autre lieu d'engagement commun au Défap et à l'ACO est le Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël (EAPPI), mis en place en 2002 par le Conseil œcuménique des Églises pour aider les efforts de paix entre Israéliens et Palestiniens. Depuis le 7 octobre, l'ACO s'efforce de diffuser des informations et des déclarations d'Églises appelant à l'apaisement. Elle vient de rédiger un communiqué détaillé faisant le point sur ces divers appels et fournissant de nombreux liens, que nous reproduisons ici.



© *iStock*

Depuis le début des événements qui ensanglantent Israël et la bande de Gaza, puis la Cisjordanie et le sud du Liban, l'ACO a choisi de relayer, sur sa page Facebook, des informations, des analyses et des points de vue qui aident à la compréhension des enjeux du conflit.

Pour nous, chercher à comprendre la violence structurelle et complexe de la situation israélo-palestinienne n'a jamais pour objectif de justifier les crimes et les actes de guerre. C'est au contraire une manière de ne pas se laisser emporter par les émotions qui nous touchent et ne pas sombrer dans le ressentiment envers les uns ou envers les autres. Nous savons que de part et d'autre beaucoup aspirent à la paix via une solution politique qui soit juste et satisfaisante pour tous. Nous savons aussi que les extrémistes des deux camps ont sciemment choisi, depuis trente ans (et les accords d'Oslo en 1993), d'étouffer toute solution pacifique pour mettre en œuvre une logique jusqu'au-boutiste. Nous voyons l'échec de leurs idéologies, nous déplorons le fanatisme, nous dénonçons l'illusion que la violence pourrait apporter la sécurité ou la

justice.

L’ACO fait également le choix de relayer le positionnement des Églises palestiniennes, notamment des Églises protestantes et des mouvements œcuméniques qui n’ont cessé d’interpeller, depuis des années, les Églises et les institutions occidentales et internationales, sur l’impasse et les dangers d’une situation devenant chaque jour plus intenable.

Depuis le 7 octobre, ces Églises dénoncent premièrement et très clairement le recours à la violence. Elles déplorent la perte de tant de vies humaines, en premier lieu les civils innocents, israéliens et palestiniens. Elles se positionnent clairement contre toute forme de vengeance alimentant le cycle des représailles et nourrissant la haine mutuelle.

Elles prient pour toutes les victimes et appellent à la paix.

Elles rappellent également avec force qu’il n’est pas possible de comprendre la situation générale sans prendre en compte le contexte de l’occupation et de la colonisation de la Cisjordanie, de même que le blocus de Gaza, situations qui perdurent et empirent depuis des décennies.

Elles demandent le respect du droit international et appellent de tout leur cœur une solution politique faisant droit à la coexistence de l’ensemble des Israéliens et des Palestiniens.

Elles rendent compte de leur vécu et de leurs analyses qu’il est nécessaire d’accueillir et d’entendre si nous souhaitons véritablement comprendre nos frères et sœurs chrétiens palestiniens.

Enfin ces Églises dénoncent les théologies de certaines Églises évangéliques et protestantes qui, aux Etats-Unis et en Europe, justifient aveuglément et sans aucune retenue la politique de l’Etat d’Israël à l’égard du peuple palestinien et sa manière de conduire la guerre, souvent en invoquant des interprétations eschatologiques (« de la fin des temps ») de

passages bibliques.

Ces prises de position doivent nous interpeller même si elles peuvent nous heurter ou nous embarrasser : elles doivent nous obliger à la réflexion et à la compréhension de la situation.

Nous ne voyons pas d'avenir dans les crimes terroristes du Hamas ni dans la réponse militaire d'Israël à l'égard des civils de Gaza et de Cisjordanie. Nous croyons que les victimes israéliennes et palestiniennes sont *in fine* victimes de tous ceux qui ont tant de fois fait échouer la paix par le passé. Nous croyons qu'il n'y a pas de fatalité et qu'il est essentiel d'encourager toutes celles et ceux, Israéliens et Palestiniens, qui s'engagent pour la paix et la justice à travers tant d'associations et d'initiatives sur le terrain. A quand des responsables politiques prêts à construire une coexistence pacifique et juste ?

Nous nous reconnaissons dans toutes les initiatives de rencontres en Église qui proposent des temps de prière, de silence et de méditation autour de la recherche de la paix. Sur ce lien vous trouverez une proposition de sujets de prière par Mme *Rula Khoury Mansour,* avocate et théologienne protestante palestinienne, citoyenne israélienne, vivant à Nazareth.

Le bureau du comité directeur de l'Action Chrétienne en Orient

DÉCLARATIONS D'ÉGLISES

- a) Déclaration de l'Église évangélique luthérienne de Jordanie et de Terre Sainte. Le samedi 7 octobre 2023.
- b) Déclaration du Centre œcuménique de théologie palestinienne de la libération Sabeel. 11 octobre 2023.
- c) Déclaration de Kairos Palestine sur la guerre à Gaza. 11 octobre 2023.
- d) Témoignage de Marie-Armelle Beaulieu, rédactrice en chef de Terre Sainte magazine. Le 13 octobre 2023.
- e) Un appel à la repentance. Lettre ouverte de chrétiens palestiniens aux responsables et théologiens des Églises d'Occident. Le 20 octobre 2023.
- f) Kairos Global Palestine. Un appel au cessez-le-feu. Le 20 octobre 2023.
- g) Lettre du cardinal Pizzaballa, Patriarche latin de Jérusalem, le 24 octobre 2023.

***

D'autres textes et ressources sur le site des amis de Sabeel FRANCE.

***

Les différentes déclarations du Conseil Œcuménique des Églises se trouvent sur cette page.